

PROGRAMME DE L'AVENIR EN COMMUN : UN CREUSEMENT DE 53 MILLIARDS D'EUROS DU DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

SYNTHÈSE

D'après Asterès, le programme de « L'avenir en commun » creuserait le déficit du commerce extérieur français d'environ 53 milliards d'euros du fait d'une très forte hausse de la dépense publique, soit plus qu'un doublement du déficit actuel (échanges de biens et services)¹. D'autres mesures impacteraient le commerce extérieur, certaines dans le sens d'un creusement du déficit, d'autres dans le sens d'une réduction. Ces mesures étant difficiles à chiffrer précisément, Asterès fait l'hypothèse qu'elles auront un impact total neutre sur le solde du commerce extérieur.

1) LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS SE CREUSERAIT D'ENVIRON 53 MILLIARDS D'EUROS

Le programme de L'avenir en commun propose une hausse des dépenses de 250 milliards d'euros par an² : 50 milliards d'euros d'investissements dans la transition écologique et les services publics, 75 milliards d'euros de dépenses pour la fonction publique (embauche de fonctionnaires et revalorisation des salaires) et 125 milliards d'euros de hausses des revenus des ménages (prestations sociales, hausses de salaires...)³.

D'après le Modèle d'Impact d'Asterès, une hausse des dépenses publiques de 250 milliards d'euros par an conduirait à une hausse des importations totales de biens et de services d'environ 53 milliards d'euros. Comme ces hausses de dépenses n'accroitraient pas les exportations, le déficit du commerce extérieur français serait creusé de 53 milliards d'euros. Cela représenterait plus qu'un doublement du déficit par rapport à ces dernières années : le déficit du commerce extérieur français était de -35 milliards d'euros en 2021 (déficit de -80 milliards d'euros sur les biens et excédent de +45 milliards d'euros sur les services) et de -48 milliards d'euros en 2020 (déficit de -68 milliards d'euros sur les biens et excédent de +20 milliards d'euros sur les services)⁴.

2) D'AUTRES MESURES AURAIENT UN IMPACT DIFFICILE À ESTIMER SUR LE SOLDE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Plusieurs mesures auraient un impact sur le solde extérieur. Le chiffrage de ces impacts est complexe, certaines mesures dégraderaient le solde commercial, d'autres l'amélioreraient, c'est pourquoi Asterès fait l'hypothèse qu'elles auraient un effet globalement neutre sur le commerce extérieur. Parmi les mesures identifiées par Asterès qui auraient un impact sur les échanges extérieurs figurent notamment les suivantes :

¹ À notre connaissance, L'avenir en commun n'a pas chiffré l'impact de son programme sur le commerce extérieur

² Vidéo de présentation du programme, schéma de synthèse (15^{ème} minute environ) <https://melenchon2022.fr/plans/justice-fiscale/>

³ Désignés sous le terme « faire circuler la richesse »

⁴ FMI, <https://data.imf.org/?sk=7A51304B-6426-40C0-83DD-CA473CA1FD52&sId=1542635306163>

- **Augmentation du SMIC à 1 400 € net** : cette mesure est de nature à dégrader le solde du commerce extérieur car elle augmente le coût de la production en France, ainsi que la consommation des ménages.
- **Hausse de la fiscalité sur les ménages les plus aisés** : le programme prévoit plusieurs hausses d'impôts sur les ménages les plus aisés (ISF, taxe foncière, héritage) pour environ 30 milliards d'euros (addition réalisée par Asterès), ce qui est de nature à réduire la consommation des plus riches et donc à améliorer le solde du commerce extérieur.
- **Taxe kilométrique aux frontières** : cette mesure est de nature à réduire les importations. Cependant, ce type de mesure pourrait donner lieu à des mesures de rétorsion des autres pays, et donc conduire à une baisse des exportations, rendant la mesure neutre pour le solde du commerce extérieur.
- **Relocalisations** : les politiques proposées en faveur des relocations sont de nature à réduire les importations, donc amélioreraient le solde commercial.
- **Hausse de la fiscalité sur les entreprises** : l'alourdissement de la fiscalité sur les entreprises (impôt sur les sociétés, suppression de niches fiscales) pourrait diminuer leurs investissements et brider leurs capacités productives. Il en résulterait une baisse des exportations (ou une hausse des importations pour satisfaire la demande intérieure) qui dégraderait le solde du commerce extérieur.

Présentation du Modèle d'impact d'Asterès (MIA)

Le Modèle MIA permet d'estimer l'ensemble des effets d'une variation des dépenses des agents économiques sur l'économie française. Par exemple, une hausse des dépenses de l'Etat (investissements, versement de salaires, transferts publics) implique une hausse de la demande adressée à l'économie, qui peut être satisfaite par une production domestique ou étrangère. Dans le cas d'une importation il s'agit d'une « fuite » et l'impulsion sur l'économie française s'arrête. Dans le cas où la hausse de la demande est adressée à une production française, cela génère un effet d'entraînement nouveau sur l'économie (versements de salaires, achats de consommations intermédiaires ou investissements) qui se répercutera à son tour sur d'autres entreprises. MIA estime l'ensemble de ces effets d'entraînement « en cascade » sur l'économie française, ainsi que la part de la demande adressée aux importations tout au long du processus, sur une durée de 4 années (après quoi les effets du choc initial deviennent insignifiants).

Sylvain BERSINGER, économiste chez Asterès

A S T E R È S
p r o d u c t e u r d ' i d é e s